K0369060

MAI/995

19-5- 94

FRANÇAIS

VERSION CORRIGEE LE 5 JUIN 2006

0.05''.

Général Dallaire *: ... sera placé à plus près de mille mètres de l'emplacement de La MINUAR et que ce soit au stade Amahoro, que ce soit au Fayçal, que ce soit à l'aéroport maintenant, des gens ne suivent pas d'une façon rigoureuse ce consigne-là même s'ils ont été d'accord.*
0:24

Journaliste*: Vous n'avez peut-être pas répondu à ma question je vous ai posé la question ...*
0 :26

Général Dallaire *: Parce que on ...*

Journaliste *: concernant justement les garanties que vous donnez comme quoi ...*
0 :33

Général Dallaire *: Dans le futur?*

Journaliste*: ... oui dans le futur, comme quoi l'aéroport ne pourra plus servir de base arrière au FPR, justement, par la MINUAR interposée.*
0 :40

Général Dallaire*: Yeah. Dans votre question vous avez entièrement raison. Dans le mandat qui m'a été donné pour La MLNUAR II, non seulement que quand les Nations-Unies doivent donner un mandat, elles doivent donner l'équipement et le personnel pour pouvoir accomplir le mandat. Et, présentement avec le mandat et la pensée des opérations, le premier déploiement que nous désirons faire dans le concept, c'est un bataillon complètement mécanisé qui défendrait l'enceinte de l'aéroport et ses approches. Et ce bataillon de 800, formé principalement de Ghanéens sera établi dans les jours qui viennent. Si on nous dit que le territoire serait le territoire neutre. Et dans ce contexte-là, avec le mandat, les règles d'engagement de défense, avec le matériel pour pouvoir le défendre sont là pour mettre en application la neutralité de cet aéroport. Pourquoi ? Pour être le pont aérien de matériel essentiel pour l'aide humanitaire si nécessaire à Kigali ; comme hier, 19 tonnes de matériels chimiques sont rentrées pour remettre en marche le système d'épuration d'eau à Kigali. Ç'a rentré*

chez nous, on l'a transporté et on espère que ça va être mis en application aujourd'hui ou demain. Ce pont aérien-là est crucial en ce moment-ci et aussi servira pour le ravitaillement et le déploiement de la MINUAR dans son rôle pour faire la vérification d'un cessez-le-feu qu'on espère qui va venir bient6t, et aussi pour aider à exploiter le système qui sera mis en place pour l'aide humanitaire.
02 :22

***Journaliste**: Mon général, comment se portent les personnes prises en otages à l'Hôtel Amahoro par le FPR?*
0 :28

***Général Dallaire** : Dans l'Hôtel Amahoro comme dans l'Hôtel "Mille Collines", comme dans le stade, comme dans "Roi Fayçal", l'intérieur de ces enceintes, ce sont les onusiens qui y sont. Nous amenons la nourriture, de l'eau, des médicaments, les soins, et on espère le soutien moral à ces gens, qui sont souvent, malheureusement, sous les tirs indirects ou les tirs périphériques d'une guerre qui se passe là et qui est encore en vigueur. Ces gens-là n'ont pas assez, c'est vrai, n'ont pas assez de nourriture, n'ont pas assez de matériel pour cuire, n'ont pas assez de médicaments mais ce qui rentre par I' aéroport nous le livrons autant à ces (inaudible) et d'autres endroits clans La ville, et nous espérons pouvoir livrer à la population en général, qui souffre à Kigali.*
03 :23

***Journaliste:** Les gens qui se sont échappés de ces lieux non sûrs ont rapporté qu'il y a eu beaucoup de massacres à l'intérieur de ces camps. Vous êtes au courant de ces exactions?*
03 :36

***Général Dallaire** : C'est totalement faux! Il n'y eut aucun massacre à l'intérieur de ces camps.*
03 : 40

***Journaliste** : Est-ce que vous avez des preuves?*
03 :42

***Général Dallaire**: Mais quelles preuves? S'il n'y a pas eu de massacres, comment voulez-vous que je vous donne des preuves? Si vous avez un massacre, on donne des preuves, s'il n'y a pas eu des massacres pas de preuves. Et la seule preuve que je peux vous dire c'est que c'est nous qui font*

mission de sécurité et il n'y a pas eu des tueries à l'intérieur de aucun de ces emplacements.
03 :56

***Journaliste** : Donc les témoins oculaires qui ont donné des informations ont donné des fausses informations?*
04 :01

***Général Dallaire**: Bon, je pense que les témoins oculaires devraient se présenter à la première place pour présenter leurs témoignages s'ils veulent quelque chose ... que justice soit faite, ce sera certainement chez nous.*
04 :10

***Journaliste**: Je vais revenir peut-être sur une autre question concernant justement votre position dans la position maintenant que vous occupez. Vous êtes les casques bleus, supposes être neutres, mais la population vous accuse déjà de travailler d'intelligence avec l'ennemi. C'est pour quelle raison, à votre avis?*
04 :29

***Général Dallaire**: Votre question c'est pas une question que je considère qui est spécifique dans son contenu. Est-ce que les missions des Nations Unies sont neutres? Oui, elles sont neutres. Si les missions des Nations Unies font preuve de manque de neutralité, c'est à chaque intervenant de le présenter afin que cette neutralité soit rétablie, que cette crédibilité soit rétablie; et si la crédibilité ne peut être rétablie, à ce moment-là ce sera au pays et au Conseil de sécurité de prendre des décisions en conséquence. Alors, nous avons travaillé...*
05 :03

***Journaliste**: Des décisions envers certaines personnalités, des décisions envers certains militaires de la MINUAR, ou des décisions ...*
05 :11

***Général Dallaire** : Envers la mission!*

***Journaliste**: La mission en quelque sorte ...*

***Général Dallaire**: Il faut...il faut de la mission, il faut que la mission reflète la neutralité. Et si elle n'est pas reflétée, il faut que les gens font preuve qu'ils ne sont pas satisfaits avec cette neutralité-là et ou ce manque de neutralité là et avec ces preuves-là que des actions soient prises.*
05 :32

***Journaliste**: L'Hôtel Amahoro que vous occupez maintenant sert de bouclier au FPR. Il a été dit, il a été pourquoi est-ce que vous ne quittez pas cet hôtel?*

***Général Dallaire**: L'Hôtel Amahoro ne sert pas de bouclier, l'Hôtel Amahoro est là, moi je suis là. Le FPR a débordé, a repoussé les forces qui y étaient dans les environs, les forces du gouvernement qui y étaient auparavant et les gendarmes, et le FPR opère à partir de delà. Le FPR, dans les consignes qu'on établit pour les deux c6tés, tout comme on a fait à Byumba, on demande de respecter les 100m, les 500m et les 1000m, et à l'occasion, il le respecte, à l'occasion, il font du bruit auquel nous portons des protêts et entre-temps nous recevons, comme a dit Astérix les baffes des obus qui reviennent pour répondre à des tirs qui pourraient émaner des environs de où nous sommes. Si nous sommes là à gêner les opérations des FAR et que le chef d'état-major ou que les autorités des FAR disent qu'il faut que l'on quitte de delà car nous sommes un entrave à leurs opérations, à ce moment-là, je reçois cette requête, cette requête-là est étudiée, cette requête-là est envoyée à New York et c'est le Secrétaire des Nations Unies lui-même qui va décider si nous partons ou non de cet emplacement-là.*
06 :55

***Journaliste** : Il y a pas moyen de prendre des initiatives de votre part?*
06 :58

***Général Dallaire**: Toutes nos communications, toute notre opération, tous nos préparatifs pour MINUAR II, -nous sommes établis là depuis le mois de octobre avec l'accord du Gouvernement rwandais et de la population rwandaise- ; maintenant, de déplacer tout le personnel, mais, est-ce que ça va aider à mener plus facilement tous (sic) nos discussions et le travail que l 'on fait avec vous et qu'on tente de faire avec le FPR pour mener un cessez-le-feu? Est-ce que ça va aider que l'équipe qui est ici applique en précurseur, qui rencontre votre Ministre des affaires sociales et du travail pour avancer les dossiers d'aide humanitaire et pour coordonner les fonds d'aide humanitaire, est-ce que*

ça va nous aider et vous aider si on commence à déplacer, parce qu'il faut trouver un autre endroit qu'on espère, serait peut-être plus sécuritaire, plus qu'où nous sommes ? On a subi des baffes, on a tire sur moi, on a tire sur mon édifice, on s'est déployé, on les a repoussés de notre enceinte, on continue à tirer sur nous, pourquoi? Parce que nous voyons que où nous sommes, on est capable de vous aider, et si on insiste qu'on déménage, mais, nécessairement ce sera au Conseil ou au Secrétaire Général de nous donner les ordres, mais je vois difficilement comment à prendre l'équipe que j'ai là, installée où nous sommes, commencer à nous déplacer au moment même qu'on veut renforcer et venir en aide aux rwandais, que ça ça va affecter les opérations des FAR dans la défense de la ville de Kigali.

08 :31

***Journaliste**: Il y a des rumeurs qui parlent, je ne sais même pas si ce sont des rumeurs parce que ça été constaté que le FPR a occupé justement les positions antérieures de La MINUAR, qu'occupait La MINUAR, ça c'était peut-être pour amorcer une autre question concernant le comment le FPR a apporté dans Kigali les armes lourdes qu'il a utilisées le 7 lorsqu'il a attaqué les positions de nos forces armées.*
08 :56

***Général Dallaire**: Bien, eh, premièrement pour prévenir encore une fois. Moi j'y étais, on avait un quartier général du secteur de Kigali qui est alors... qu'on a abandonné parce que la zone de consignation d'armes a été éliminée et nous avons été envahis et encerclés par le FPR. Bon, alors ça c'est pas moi donner du territoire au FPR, moi j'étais ou j'étais, j'y suis encore, et le FPR rencontre et doit rencontrer des consignes ou tous deux, comme je m'attends que les FAR font la même chose à l'aéroport, comme j'espérais qu'ils fassent la même chose à Byumba, ce qui n'a pas été le cas. Vous pouvez continuer à revenir, revenir, revenir sur le même sujet, je vois pas qu'est-ce que je peux vous dire de contraire pour vous prouver que moi j'y étais depuis octobre, bien avant que la guerre soit établie, et j'y resterai aussi longtemps que les rwandais désirent que notre aide et que l'accroissement de notre aide puissent leurs (sic) aider. Pour ce qui est des armes lourdes, le FPR a descendu avec un bataillon complet, comme c'est écrit dans l'Accord de paix d'Arusha que votre gouvernement a signé, et je ...très clairement, c'est un bataillon complet. Ca n'a pas été un bataillon à moitié, un bataillon petit ou environs six cents hommes avec des techniciens et des V.I.P. et les gens qui devront être clans le Gouvernement de transition, et équipé ; et c'est ça que vous avez vu à Kigali.*

10 :26

Journaliste *: Ils avaient quels types d'armes lorsqu'ils sont arrives juste au C.N.D.?*
10 :30

Général Dallaire*: Ils avaient droit à tous (sic) les armes d'un bataillon normalisé : des armes lourdes, de tirs directs, des armes légers de tirs indirects et les armes personnelles.*
10 :42

Journaliste*: Peut-être, je ne vais pas insister puisque vous avez toujours écarté la question concernant justement l'approvisionnement même de, de, de ...*
10 :50

Général Dallaire*: Jamais écarté, j'ai répondu droitement à toutes les questions qui m'ont été posées, si vous n'acceptez pas ces réponses-là, ça, ça relève de vous!*
10 :58

Journaliste*: Et, l'approvisionnement du FPR puisque déjà, ici, il a combattu pendant toute une semaine sans approvisionnement de l'extérieur.*
11 :04

Général Dallaire *: Qui vous a dit ça? Ils ont été... quand ils ont été... quand ils ont débordé, qui vous a dit que ça leur a pris une semaine pour avoir les renforts qui sont venus du Nord? Il faut aller, je pense aller dans les volets de la situation tactique qui a eu lieu et d'étudier exactement ce qui est arrivé, et comment ces... les opérations du FPR ont eu lieu, et les opérations des FAR. Une fois que vous aurez fait cette analyse-là, à ce moment-là, je pense que les questions sont pertinentes (sic).*
11 :33
Journaliste: *Ce n'est pas vous importuner, mon général mais c'est pour clarifier les choses pour que les rwandais comprennent.*

10 :38
Général Dallaire *: Absolument!*

Journaliste : *... ce qu'il en est réeLlement. Mais en vous posant aussi la question, je revient aussi à la question tactique, la question de, eh, la question formelle de votre mission ici au Rwanda ; mais je suppose que peut-être, vous étiez chargés aussi d'empêcher le FPR de sortir de l'enceinte du C.N.D.*

11 :56

Général Dallaire*: Nous étions chargés d'assister les rwandais à venir voir évoluer un processus de paix. C'était ça notre objectif. C'est ça que le Conseil de Sécurité a dit que la MINUAR devra faire; Elle n'a pas dit établir la sécurité dans le pays. Elle a dit, les deux éléments fondamentales (sic) qui ont signé à Arusha veulent la paix. C'est ça qu'ils nous ont dit : « Ils sont venus nous dire ça à New York, et ils ont dit on a un processus de paix d'Arusha, on a besoin d'une force internationale neutre pour nous aider à l'appLiquer. Venez nous aider à l'appliquer, en nous aidant avec l'assistance pour remplacer les autorités, et d'aider les autorités à l'application pour voir cette transparence d'un côté et de l'autre que l'on veut mettre la paix »! C'est ça qu'est le mandat qui nous a été donné. Le mandat qui nous est donné maintenant eh, dans La MINUAR II, c'est : un, d'aider par tout ce qu'on petit faire, pour mener à bien un processus de cessez-le-feu et après ça, la vérification : que les gens suivent les consignes d'un processus de cessez-le-feu qui va mener, on espère, à un accord de paix. Et de deux, être l'organisme pour venir en aide logistique et sécurité de tous les éléments d'aide humanitaire qui va venir ici pour investir leurs énergies et leurs ressources pour aider les deux millions et plus de rwandais qui ont besoin d'aide maintenant. Et c'est ça mon mandat et j'espère pouvoir l'accomplir avec vous eh d'une façon, eh, dans une sérénité qui pourrait être établie et un cessez-le-feu, et sur ça. je l'espère, j'y travaille avec énergie ; et de eh tout de suite commencer à aider tous les gens qui ont besoin d'aide dans votre pays, pour rétablir une certaine vie normale, eh pour continuer à faire élever les enfants, eh, éduquer les enfants, et voir un meilleur Rwanda dans le futur.*

13 :59

Journaliste*: Avant de parler de La MINUAR IL, je considère qu'il est tout à fait normal de faire un petit bilan de votre mission, de votre mini-mission, puisque déjà la mission n'est pas encore accomplie.*

14 :10

Général Dallaire : De La MINUAR II*?*

Journaliste *: De La M1NUAR I. Donc un bilan.*

Général Dallaire *: MINUAR I a terminé le 17 Mai avec la résolution 918 du Conseil de sécurité. Et nous sommes présentement dans le contexte de mettre en place MINUAR II. MINUAR I, si vous voulez demander ...*
14 :33

Journaliste*: Est-ce que ça a été un succès ? Est-ce que ça été un échec? En quelque sorte c'est une question*
14 :39

Général Dallaire Tu reviens, eh ...

Journaliste: *... c'est une question ...*

Général Dallaire*: Non, c'est une question tout à fait bien et puis je vous en félicite d'ailleurs. On était venu ici à la demande des rwandais qui voulaient la paix et mettre un processus de paix en marche. Nous sommes venus ici comme des soldats de maintien de la paix, et qu'est-ce qu'on a eu? C'est une guerre. Est-ce qu'on peut dire qu'on a eu un succès? Non, Monsieur, on n'a pas eu de succès. Est-ce qu'on peut dire que ça été un échec? C'est un échec pour l'ensemble du Rwanda. Comment voulez-vous passer d'un processus de paix à une guerre, puis dire que ça n'a pas été un échec! C'est un échec, c'est un échec. Où allons-nous dans le futur avec MINUAR II? Un, si on veut un cessez-le-feu, espérons qu'on puit se l'amener ensemble avec les outils nécessaires de la communauté internationale et de vous et du FPR pour finir cette guerre, et commencer à parler de paix. Deux, deux millions de gens, veut dire que l'on a au moins quelques centaines qui meurent par jour. Deux millions de gens qui sont déplacés, qui ont besoin de nourriture et de médicaments, d'aide, de protection, ça veut dire que l'on a au moins un groupe de centaines par jour qui meurt. Ça il a aucun peuple qui peut se permettre ça et mon rôle avec la MINUAR II et les ressources que les Nations-Unies et toutes les agences internationaux (sic) veulent mettre à la disponibilité des Rwandais, c'est de mener cette distribution-là de façon sécuritaire à tous ceux qui l'ont besoin. Que ce soit nourriture, que ce soit médicaments, que ce soit transport, que ce soit déplacement, que ce soit sécurité, nous sommes là à travailler avec vous pour, eh, tenter de, de mater ce fléau qui est dans votre pays, et qui est de cette besoin (sic) d'aider et de manger, nourrir, habiller et d'à apporte des médicaments à tellement de gens.*
16 :31

Journaliste: *Que pensez-vous des violences commises par Le FPR contre les populations civiles mon général? On vient juste d'apprendre maintenant, et vous avez abordé cette question avec un ministre ici, il y a d'ailleurs un parent d'un ministre qui a été assassiné par Le FPR*
16 :47

Général Dallaire *: Hum! Hum!*

Journaliste *: ... nous venons juste d'apprendre aussi qu'il y a 50 personnes qui ont péri dans un hôpital ici à Kigali à cause des tirs des armes lourdes, mais nous savons que par des conventions internationales, il est interdit aux combattants de s'attaquer aux objectifs non militaires.*
17 :04

Général Dallaire *: Hum!*

Journaliste Qu'est-ce que vous pensez de ces actions?

Général Dallaire *: Je pense que c'est des actions qui sont des plus déplorables et des plus épouvantables qui puissent exister dans le territoire d'un peuple. Tout comme quand le mortier est tombé dans l'enceinte de l'Hôpital Fayçal puis a tué une quarantaine de personnes. Tout comme les mortiers qui ont tombé dans l'enceinte du stade Amahoro qui ont tué une soixantaine incluant des soldats de La MINUAR et en ont blessé d'autres. Tout comme les tirs qui se font sur les véhicules de la Croix-Rouge et de la MINUAR qui transportent des gens ou qui transportent du matériel ou de la nourriture. Ce n'est pas une façon de rebâtir un pays quand on continue à s'entre-tuer et quel côté tue plus que l'autre ? Tuer c'est tuer! Que ce soit un, que ce soit mille, que ce soit cent mille ou deux cent mille, on tue! Et je peux pas voir comment un peuple petit bâtir si on continue à tuer.*
17 :58

Journaliste*: Mon général, il a été toujours entendu dans des radios étrangères en condamnant justement des massacres qui se faisaient alors qu'on se battait, c'était au moment d'une guerre-éclair. Est-ce qu'on va vous entendre parler de ces actions, de ces exactions commises par le FPR dans des radios étrangères, par exemple RFI et autres radios?*
18 :20

***Général Dallaire**: Moi je réponds quand un journaliste me demande pour une entrevue, je me rends dans le plus bref délai, et dans la majorité de cas, si non presque tous, disponible à répondre à des questions. Et je r6pondrai à n'importe quelle question, de n'importe quel journaliste, de n'importe quel réseau et qui me demande une question sur mon travail, sur ma mission et sur la situation au Rwanda. Et je serai prêt à de répondre à eux n'importe quand. Les gens qui se font tuer derrière les lignes d'un c6té et de l'autre, les exécutions sommaires qui s'y font, tout ça n'est pas une façon de rebâtir un pays! Il faut arrêter, et moi je suis ici avec vous, on me tire des tirs je ne sais pas combien de fois, et mes soldats ont été blessés et tués. Et quel est le prix à payer, rwandais et gens de l'extérieur, pour remettre une sérénité ici, pour rebâtir le pays? Pays si beau, c'est absolument exceptionnel, et peuple travailleur! J'espère que je pourrai faire avec la M1NUAR II un petit pas, peut-être plus positif, que La M1NUAR I à l'accomplissement du désir des rwandais d'avoir la paix et d'avoir un gouvernement qui est représentatif, qui amènera le pays dans le moderne dans l'accomplissement des anticipations de tous les rwandais.*
19 :50

***Journaliste**: Vous dites que peut-être la mission de La MINUAR II va être un succès et sur quoi fondez-vous ces espoirs?*
19 :58

***Général Dallaire**: Un : que les rwandais par l'entremise de leurs autorités voient que la mission a un r6le à remplir ici au Rwanda tant dans un cessez-le-feu que dans l'aide humanitaire. Deux : que le Conseil de sécurité et la commission internationale veuillent nous donner les ressources pour vous aider et puis pour rétablir la situation afin de permettre un cessez-le-feu, et par la suite, et en parallèle, l'aide humanitaire qui est tellement nécessaire, donc je demeure optimiste que ces outils-là et avec le bon désir de tous Les rwandais, on pourra faire avancer ces deux volets-là.*
20 :43

***Journaliste** : Vous allez me permettre de vous poser encore une ... quelques questions,*

***Général Dallaire** : Non ! Dernière question, parce qu'il faut que je parte.*

***Journaliste:** Dans cinq minutes on va se séparer mon général parce qu'on avait beaucoup à dire étant donné que la situation est délicate maintenant. Et maintenant que vous avez justement assisté aux combats, à la guerre entre le FPR et l'armée rwandaise et même à la défense civile qui de part et*

d'autre, vous l'avez vu, est musclée, est-ce que vous connaissez maintenant le mobile de cette guerre que nous menons contre le FPR?
21 :13

***Général Dallaire** : C'est-à-dire pourquoi on a eu cette guerre?*
21 :16

***Journaliste**: Oui, est-ce que vous comprenez finalement les raisons de cette guerre, puisque déjà le FPR continue à préférer la logique de la guerre malgré la main qui est tendue par le Gouvernement rwandais?*
21 :26

***Général Dallaire** : Qui a commencé la guerre? Comment elle a commencé cette guerre? Ce sont des questions qui sont eh qui ... ces différentes questions ...*
21 :36

***Journaliste** : Eh, non, les raisons, les raisons, maintenant, puisque déjà le FPR, comme vous le savez, réclamait la démocratie en tant que telle.*
21 :43

***Général Dallaire** : Yeah*

***Journaliste**: Maintenant on dit qu'il faut y avoir des négociations puisque la guerre ne peut pas terminer les questions politiques. Mais Le FPR ne veut plus négocier, ne veut pas négocier avec le Gouvernement Rwandais maintenant et la population rwandaise.*
21 :55

***Général Dallaire**: Mais il t'a dit que, il a dit qu'il ne veut pas négocier avec votre gouvernement?*
21 :57

***Journaliste** : Est-ce qu'il y a des explications là-dessus.*
22 :01

***Général Dallaire**: C'est là justement la complexité de tenter d'amener un cessez-le-feu. Un : la*

complexité! La guerre a été lancée, moi je suis ici dans le mandat de tenter de vous aider à amener un cessez-le-feu. Vous voyez la complexité politique, c'est de mener un cessez-le-feu. Moi depuis au delà de trois semaines, je travaille pour tenter d'amener sur le côté militaire, le processus de cessez-le-feu. Et si on a des complexités au niveau de politique, ça rend notre tâche, au niveau des militaires, nous les généraux qui devons regarder les techniques militaires, ça c'est complexe en lui-même moyennant la complexité amenée par le volet politique. Donc, à mon niveau où je suis dans mes responsabilités, nous avons eu des succès avec des discussions dans les modalités avec les chefs d'état-major ; les états-majors des FAR, sur le côté FPR on a eu certains succès qui ont tout à coup cessé, et c'est sur ce volet-là que je m'acharne pour rouvrir, pour qu'on puisse avancer de négocier un cessez-Le-feu.

23 :15

***Journaliste**: La toute dernière question peut-être puisque vous m'obligez à vous quitter, oui, il est rare ...*

***Général Dallaire** : Vous m'obligez! Excellent ! (rire).*

***Journaliste:** Voilà, donc il faut mettre peut-être les choses au point puisque déjà, vous, éventuellement, vous n'êtes pas de la culture rwandaise, vous ne savez peut-être pas pourquoi les rwandais se battent.*

23 :34

***Général Dallaire** : Et c'est un handicap épouvantable pour moi.*

23 :35

***Journaliste:** Et oui, on l'a dit, alors on a cité et c'est vrai que la guerre que nous menons contre le FPR c 'est une guerre ethnique, entre les ethnies. La composition des ethnies, je ne m'en voudrais peut-être pas y revenir puisque déjà ça a été cité. Est-ce que croyez-vous si que si le FPR persiste et que la guerre perdure, est-ce que finalement qui vaincra qui? Quelle sera l'issue de cette guerre?*

23 :58

***Général Dallaire**: Les personnes qui vont gagner ? Il n'y a personne qui va gagner au Rwanda avec une guerre qui continue. Que ce soit ethnique, que ce soit politique, que ce soit économique, le Rwanda comme pays, le peuple rwandais comme peuple, personne ne gagne avec une guerre ; et c'est à espérer que les gens qui sont dans les différentes (sic) postes d'autorité viennent reconnaître que ce*

n'est qu'avec la politique de paix et l'application des normes de paix que le peuple, que le Rwanda va pouvoir gagner. Personne ne gagne avec une guerre. Et cela a été prouvé tellement de fois.
24 :46

Journaliste: *J'avais dit que j'allais vous poser la demie question ...*

Général Dallaire *: La demie question (rire) !*

Journaliste*: C'est la toute dernière mon général, mais je m'en voudrais savoir ou vous en êtes avec les enquêtes de Kirambo et de Kinihira.*

24 :57
Général Dallaire*: Tous les deux enquêtes (sic) ont été terminées, et arrêt... terminées ; ont été en conditions de tronquez, pas la guerre, et, ça relève des décisions politiques de où on va évaluer ces deux enquêtes-là, parce que si vous vous rappelez, l'enquête ... La commission d'enquête avait des représentants du FPR et les représentants du gouvernement. Sur ... bon ! Depuis la guerre il y a absolument rien qui se fait sur ce volet-là, sur le dossier de L'enquête de Mutura. Ce dossier-là a été terminé et ou tronqué je pense, c'est le terme pour ressortir ces volets-là. Moi je pense que ce serait quelque chose qui mérite d'être regardé afin de, peut-être, j'espère, aider le processus de cessez-le-feu.*
25 :46

Journaliste*: O.K ! Vous avez un message destiné au FPR?*

Général Dallaire *: Destiné au FPR ? Est-ce que le FPR écoute votre réseau?*

Journaliste *: Oui tout à fait.*
Général Dallaire *: Ah, bon! Eh bien ! Bien, j'ai au FPR tout comme aux FAR et tout comme aux rwandais en général. Cette guerre n'accomplit que des gens qui vont souffrir, mourir, et des dommages épouvantables à être obligés de rebâtir. Si, nous, la MINUAR les onusiens et les gens de l'extérieur qui, espérons, peuvent amener des ressources pour arrêter cette guerre et arrêter les souffrances des rwandais qui sont en souffrance, et nous espérons que ça pourra vous aider à revoir le chemin de la paix et l'application d'un processus de paix pour que tous les rwandais puissent en profiter.*

26 :39

***Journaliste**: O.K.! Merci.*

26 :40

Général Dallaire Merci.

26 :41

Orateur : l'administrateur du Centre hospitalier de Kigali

.... du côté de l'hôpital, des formations sanitaires partout ils tuent les populations innocentes parce que dans une guerre tuer un malade, tuer un hospitalisé, tuer un opéré, tuer un infirme, je ne sais pas ce qui se passe à la démocratie. Parce qu'on a toujours dit que le FPR combat pour la démocratie, est-ce que tuer un malade c'est combattre pour amener la démocratie? Tuer un bébé c'est pour lutter contre la démocratie, tuer un ... égorger une femme enceinte, étrangler une femme enceinte, c'est ça la démocratie du FPR? Alors il faudra que les gens qui m'entendent, en l'occurrence les gens qui comprennent un peu la langue française déclarent la réalité des choses, déclarent ce que fait le FPR. Ceux qui sont prêts à visiter notre hôpital sont les bienvenus [pour] constater tous les dégâts humains et Les dégâts matériels qui ont été causés par le FPR pour déclarer la réalité des choses pour que l'opinion internationale soit complètement informée sur les méfaits du FPR qui se croit, qui se prend pour un ange, qui se prend pour je ne sais quoi, alors qu'en fait, il n'est composé que par les gens extrémistes qui ne sont que là pour tuer et non pour amener la démocratie ou pour construire le pays dont ils se croient natifs.

33 : 41

***Journaliste**: Monsieur 1 'Administrateur vous étiez avec les membres de la MINUAR qui sont venus constater les dégâts ici à l'hôpital, vous avez échangé des propos, comment ont-ils réagi face à cette situation catastrophique?*

34 :00

***Orateur** : L'administrateur du Centre hospitalier de Kigali*

Ce que j'ai constaté, c'est que les membres de la MINUAR étaient indignés. Ils étaient indignés par la situation qu'ils ont trouvée sur place. Ils étaient indignés de voir des corps éparpillés ici et là, les corps de la population innocente, les malades qui étaient ici à l'hôpital, qui étaient hospitalisés, des gardes-malades qui étaient venus assister leurs membres de familles. Mais ils m'ont posé la question

de savoir pourquoi est-ce que le FPR tue de cette façon ? Pourquoi est-ce que le FPR tire sur des populations innocentes? Ça m'a fait penser à une question qui a été posée dernièrement justement à Monsieur ...au général Dallaire lorsqu'on lui a posé la question de savoir s'il croit à ce que la population dise (sic), à ce que ... certaines déclarations font (sic) état des tueries faites par le FPR. Moi je lui ai dit que je suis embarrassé de répondre à cette question, que plutôt il pouvait s'adresser au FPR pour savoir pourquoi il tue, tue des innocents et des innocentes. Mais ce que j'ai constaté, tous les membres de la MINUAR qui étaient ici à l'hôpital de Kigali, qui sont venus constater les dégâts humains, matériels, ils étaient indignés de voir quand même un hôpital a été bombardé de cette façon. Et d'ailleurs certains membres de la MINUAR disaient de toutes les façons. La cible était bien raisonnée parce que ce n'est pas le quartier général qui était recherché, de par l'étendue couverte par le CHK, de par la surface de cet hôpital, il n'est pas concevable qu'on puisse échouer la cible et tirer sur des populations innocentes. Donc on croyait qu'en fait eux ont cru que c'était ... la cible était bien calculéé, était bien raisonnée ; c'était bel et bien l'hôpital de Kigali et non d'autres établissements connexes.

35 :39

35 :43

Orateur : Journaliste non identifié :

Vous êtes toujours à l'écoute de Radio Rwanda, émettant de Kigali. Il est présentement 9heures, 18 minutes et 30 secondes dans nos studios.

... que Basingize et Mukwiye Martin ont eu avec le Ministre André Rwamakuba, le Ministre de l'emploi et des affaires sociales, Jean de Dieu Habineza ainsi qu'avec l'administrateur du CHK. Ces ministres étaient venus constater les dégâts causés par les obus lancés par ces maudits d'Inyenzi-Inkotanyi qui continuent à prendre des populations innocentes pour cibles. Maintenant qu'ils ont été incapables de combattre les militaires et les Rwandais qui se sont mobilisés pour les chasser, les exterminer et les renvoyer là d'où ils sont venus, ils se mettent à lancer des obus n'importe où, et même sur des malades sans défense.

Nos médecins font de leur mieux pour soigner ces malades, mais les Inyenzi-Inkotanyi continuent à lancer des obus sur eux. Vous comprenez donc dans quelle situation se trouve l'ennemi. Il ne veut pas en démordre, il s'attaque maintenant aux malades. Les autorités continuent donc de visiter l'hôpital après ces atrocités commises par le FPR.

Ce soir, le préfet Tharcisse Renzaho a fait une déclaration dans laquelle il a félicité les habitants de la

ville de Kigali qui continuent à se défendre. Toutefois, comme différentes autorités n'ont cessé de le déclarer, il faut savoir identifier l'ennemi avant de le combattre. L'ennemi n'est pas le voisin dont la maison est plus belle que la tienne ou qui a refusé de t'offrir un verre. Ce n'est pas non plus celui qui pratique une religion différente de la tienne. Pour pouvoir gagner la guerre, nous devons d'abord connaître notre adversaire afin de lutter contre lui et de le vaincre définitivement. Il est certain que la victoire est proche.

Ce soir, nous allons vous faire écouter le message du préfet de la Préfecture de la ville de Kigali, le colonel Tharcisse Renzaho, qui loue les efforts déployés par la population pour se défendre et repousser ces Inyenzi. Ecoutons le préfet Renzaho.
37 : 58

Tharcisse Renzaho:
Rwandaises, Rwandais,
Habitants de la Préfecture de la ville de Kigali,
Je vous salue une fois de plus tout en vous demandant d'être vigilants pendant cette période difficile de guerre. Comme vous le savez, cela fait presque un mois et demi que nous sommes en guerre. Vous savez ce qui a été fait parce que c'est vous qui l'avez fait en vous défendant et en affrontant l'ennemi. Vous avez supporté les épreuves, les balles et les obus; vous avez creusé des tranchées. Pour moi, cela démontre votre courage.
J'appuie les déclarations faites par les différentes autorités nationales qui n'ont cessé de vous féliciter pour le courage dont vous avez fait preuve en défendant vos biens, votre pays et votre ville qui a été construite grâce aux efforts et aux sacrifices de nous tous.
39 :05

Nous vous remercions également d'avoir porté une assistance continue aux Forces armées nationales afin qu'elles puissent s'acquitter de leur mission difficile, qui consiste à sauvegarder la sécurité et la souveraineté de notre pays que l'ennemi essaie de conquérir par les armes. Vous qui comprenez que vous ne pouvez pas fuir, que vous ne pouvez aller nulle part ailleurs et que ce pays est le pays de vos ancêtres, vous devez vous battre sans réserve pour votre patrie. C'est d'ailleurs ce que vous avez fait. Il ne faut pas vous reposer sur vos lauriers, mais plutôt continuer sur cette lancée. Améliorez les mécanismes d'autodéfense en place et suivez les instructions que nous vous avons données relativement à l'autodéfense et aux contrôles effectués aux barrages routiers. Ces contrôles ne doivent pas servir de prétexte pour commettre des exactions contre les membres de la population ou d'autres

actes ignobles.

Vous devez vous assurer que ces barrages routiers sont tenus par des individus responsables, qui connaissent la loi, qui savent ce qu'ils doivent contrôler. Vous devez comprendre que ces barrages routiers sont très importants pour contrôler le mouvement de l'ennemi qui ne cesse de se déguiser, en s'habillant en civil ou en portant l'uniforme de l'armée gouvernementale, de la gendarmerie, de la police ou celui des surveillants de prison. L'ennemi utilise de nombreux stratagèmes, soyez vigilants pour qu'il ne s'infiltre pas en profitant de votre distraction.

Cependant, vous devez agir avec discipline. Nous demandons surtout aux personnes qui procèdent aux contrôles sur les barrages routiers de faire preuve de sérieux et de dévouement. Ils doivent comprendre que tout le monde apprécie leurs efforts et observe leurs moindres faits et gestes, d'autant plus que maintenant, des étrangers ont commencé à visiter notre pays. Nous devons donc respecter la loi, et faire en sorte que les étrangers ne pensent pas qu'il est exact que nous tuons des gens et exposons leurs corps près des barrages routiers, comme on le leur a raconté.

J'en profite pour demander à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont en contact quotidien avec les civils ou suivent de près leurs activités, de continuer à les soutenir. Les malfaiteurs doivent être arrêtés. Nous ne pouvons plus tolérer ceux qui commettent des actes criminels. Nous devons les arrêter et les conduire devant les instances compétentes pour qu'ils soient punis.

Nous avons demandé que le parquet reprenne ses activités. Le parquet devrait nous aider afin que ces malfaiteurs soient punis conformément à la loi, parce qu'un pays où règne l'impunité ne peut pas espérer rétablir la paix et la sécurité. C'est pour cette raison que les services judiciaires doivent faire leur travail avec dévouement. Nous demandons que tous ceux qui violent la loi soient poursuivis et punis. Il y en a qui continuent à s'en prendre aux gens au niveau des barrages routiers. Nous avons demandé aux bourgmestres et aux conseillers des secteurs d'établir des rapports journaliers sur l'état de la sécurité dans leurs localités et d'identifier les individus qui causent l'insécurité afin qu'ils soient déferés devant la justice sans tarder.

Ces malfaiteurs doivent comprendre que toute société a des lois qui la régissent et qui doivent être appliquées par les autorités. Sans cela, l'ordre ne sera jamais rétabli au Rwanda. Je profite de cette occasion pour vous mettre en garde contre des rumeurs qui circulent, et qui sont entretenues par la Radio Muhabura qui demande aux populations de certains quartiers de la ville de Kigali de fuir vers

les zones contrôlées par le FPR, sous prétexte qu'ils sont menacés d'extermination. Ces populations savent qu'elles se battent contre le FPR depuis longtemps. Elles doivent tenir bon et faire face à ces criminels qui ne veulent pas se rendre à l'évidence, car la paix ne sera jamais rétablie par les tueries et les destructions. Ces gens ont refusé de participer aux négociations en prétendant qu'ils pouvaient résoudre le conflit par les armes et en versant du sang. Il faut que les Rwandais comprennent qu'ils doivent se défendre et ne se laissent pas décourager par ces rumeurs.

44 :15

... depuis plusieurs jours, les éléments du FPR lancent des obus n'importe où dans la ville, mais surtout prennent pour cibles les infrastructures de développement, les lieux publics, les hôpitaux. Par exemple, quatre obus ont été lancés hier au Centre hospitalier de Kigali, faisant d'innombrables morts. Les victimes étaient des blessés qui étaient soignés à l'hôpital. La pharmacie de l'hôpital a subi également des dégâts matériels. Ils [le FPR] ne cessent de nous accuser auprès de la communauté internationale que nous ne respectons pas les droits de l'homme. Quelqu'un pourrait-il nous expliquer comment on peut prétendre respecter les droits de l'homme en prenant des hôpitaux pour cible et en tuant des membres de la population? La communauté internationale devrait se mobiliser, et nous aider à expliquer à ces sanguinaires que leurs actions sont condamnables et que la violence attire la violence, surtout en ce moment où nous essayons de rétablir la paix dans le pays.

Nous demandons à la communauté internationale de faire comprendre à ces gens que le droit international doit être respecté. Les opérations militaires doivent être dirigées contre des objectifs militaires et non civils.

45 :59

A notre avis, quand on prend pour cible des marchés ou des magasins fréquentés par des civils, des infrastructures de communication, des installations d'eau, on veut tout simplement s'attaquer à des civils innocents qui ne peuvent même pas se défendre, car ils ne sont pas armés. Ces actions visent en outre à décourager les gens. Ils lancent ces obus partout afin de vous effrayer et vous obliger à partir pour qu'ils puissent avoir accès aux zones qu'ils n'ont pas réussi à infiltrer. C'est pour cette raison que nous vous demandons de tenir bon et de continuer à faire preuve de courage. Défendez vos biens parce que si vous les abandonnez, ces gens les récupéreront et trouveront ainsi une brèche pour s'emparer de la ville. Ceux qui ont quitté leurs biens pour aller à l'extérieur du pays doivent avoir le courage de rentrer et comprendre que ceux qui sont restés pour faire face aux Inyenzi ne doivent pas se sacrifier pour eux.

47 : 20

A ce sujet, je ne vous demande qu'une chose, et je voudrais que cela soit bien compris. Certaines personnes ont laissé leurs domestiques dans leurs maisons, et ces derniers se sont organisés pour défendre leurs quartiers respectifs. Nous essayons de les aider mais leurs patrons devraient se rappeler que parfois, ces domestiques n'ont rien à manger. Quand ils n'ont plus rien à manger, il leur arrive de vendre certains objets qui se trouvent dans ces maisons. Nous avons constaté des cas pareils et c'est pour cette raison que nous demandons aux propriétaires des maisons de rentrer si possible, ou sinon, de donner à leurs domestiques qui sont restés, les moyens de pourvoir à leurs besoins.
Je vous rappelle donc que ces obus sont lancés dans le but de nous décourager et de nous déstabiliser pour que nous quittions la ville, et ainsi permettre aux Inyenzi de l'occuper. Je sais que vous n'allez pas le faire parce que depuis un mois et demi que les hostilités ont repris, vous avez fait preuve de courage en défendant vos biens et votre patrie. Continuez à faire preuve de courage, surtout à l'instar de la jeunesse qui se dévoue pour défendre le pays, notamment grâce aux activités de défense civile et aux rondes.
48 :42

Nous vous demandons de continuer à le faire afin de tirer notre pays de la détresse dans laquelle il a été plongé par la guerre déclenchée par les Inyenzi-Inkotanyi. Je voudrais rappeler qu'ici en ville la vie a repris son cours normal et vous informer que les habitants peuvent maintenant acheter ce dont ils ont besoin. Je rappelle donc aux commerçants qu'au lieu de s'empresser d'écouler leurs marchandises à l'extérieur de la ville, ils devraient plutôt se mettre en contact avec les autorités du secteur dans lequel se trouve le quartier commercial pour pouvoir ouvrir leurs magasins et permettre aux membres de la population de faire des achats. Certains commerçants ont commencé à le faire mais nous pensons que d'autres peuvent suivre cet exemple. Même si les magasins ne peuvent pas rester ouverts toute la journée comme c'était le cas en temps de paix, ils peuvent quand même ouvrir pour que les membres de la population puissent s'approvisionner en vivres. Ces activités peuvent se poursuivre.
50 :22

Nous avons apprécié le fait que, dans certains quartiers, les petits commerçants se sont organisés entre eux pour apporter sur place des vivres et d'autres produits pour que les membres de la population ne soient pas obligés de faire de longues distances alors que cela présente des dangers, surtout à cause des obus qui sont lancés un peu partout. Je donnerais l'exemple du secteur de Kimisagara et d'autres secteurs voisins où les habitants se sont organisés et ont demandé à des commerçants de leur apporter les produits nécessaires à des points de vente précis. Cela facilite la tâche aux habitants et permet

d'éviter des attroupements qui pourraient être la cible de ces obus. On m'a appris qu'en ce qui concerne ce système d'approvisionnement, un certain Bernard Gatabazi est à l'avant-garde. Les autres devraient s'inspirer de son exemple et s'organiser de cette manière dans leurs quartiers respectifs. C'est d'ailleurs ce que nous vous avions dit au début de la guerre, que chaque quartier devait s'organiser pour être approvisionné en différents produits. Nous pouvons vous aider dans cette tâche par l'intermédiaire des grands commerçants et des sociétés étatiques.
Par exemple, l'OPROVIA a commencé à vous apporter des vivres dans vos quartiers.
51 :45

Toutefois, nous mettons en garde certaines personnes qui ont commencé à faire du commerce ambulant comme nous avons pu le constater ces derniers jours, au lieu de vendre leurs produits aux endroits prévus à cet effet. Ils doivent faire leur commerce aux endroits appropriés parce que ces déplacements d'un quartier à l'autre peuvent favoriser les mouvements des espions qui collaborent avec l'ennemi. Vous savez que, peu de temps avant le début de la guerre, il y avait beaucoup de marchands ambulants qui vendaient des vêtements dans différents quartiers. Vous savez aussi que des réunions ont été tenues afin de mettre fin à ce genre de pratiques naissantes.

Nous disposions de renseignements indiquant que ces gens collaboraient avec l'ennemi. Ils étudiaient la configuration des quartiers dans lesquels ils allaient vendre leurs produits, et cela leur a permis de dresser des listes. Vous savez comment ces listes ont été utilisées au début de la guerre. Quand il a attaqué les quartiers de Remera et de Kicukiro, le FPR s'est servi de ces listes pour tuer des gens. Ses militaires se sont tout de suite mis à tuer des gens. Ces listes avaient été dressées grâce à ces gens qui allaient de maison en maison sous prétexte de vendre des pagnes, des costumes, des habits…
53 :07

Certains même venaient vendre de la nourriture dans les quartiers. Vous en avez vu les conséquences. C'est pour cette raison que nous devons nous méfier de ces commerçants qui refusent de vendre leurs produits aux endroits appropriés et qui préfèrent déambuler dans les rues. Je demande donc aux instances compétentes et à ceux qui font les rondes d'arrêter ces gens qui font du commerce ambulant. Nous ne connaissons pas leurs intentions. En principe, les commerçants devraient faire leur commerce dans les lieux prévus à cet effet.
Nous avons également constaté des lacunes en ce qui concerne les contrôles qui sont effectués. Nous avons dit que tout le monde devait être contrôlé. Tout le monde, que ce soit les civils ou les militaires. Nous avons en effet remarqué que les Inyenzi-Inkotanyi se déguisent de différentes manières, parfois

en portant un uniforme militaire et d'autres fois en s'habillant comme des civils. Il faut donc contrôler les gens pour vérifier leur identité, leur destination et l'objet de leur déplacement.
54 :23

Nous vous demandons donc de nous aider à contrôler les militaires, comme le souhaitent d'ailleurs les deux états-majors. Nous devons savoir si un militaire est de service ou pas, afin de pouvoir arrêter sans tarder ceux qui sont en situation irrégulière. Aidez-nous également à identifier ces gens qui font semblant de travailler alors qu'en réalité, ils passent leur temps à s'enivrer dans les débits de boissons. Il s'agit ici de certains policiers, gendarmes ou militaires. A l'heure actuelle, nous ne devrions pas fermer les yeux face à ce genre de situation. Que ce soit les militaires qui doivent se battre au front ou les membres de la population qui se sont mobilisés pour leur porter assistance, nous faisons tous face à une tâche difficile. Nous demandons donc aux membres de la population de nous aider à repérer ces gens qui vont boire dans les bistrots et en informer les autorités compétentes. Des éléments de la Police militaire circulent en ville à la recherche des déserteurs. Aidez-nous donc mais faites cela avec discipline. Tout cela doit être fait dans la transparence puisque que nous devons nous entraider.
Et d'ailleurs, ces fauteurs de trouble sont très peu nombreux, il ne faut pas qu'ils portent atteinte à l'honneur de la majorité.
55 :47

Nous devons comprendre que nous travaillons ensemble et rappeler à l'ordre ceux-là qui ternissent notre réputation. Ils doivent agir comme les autres ou donner leur démission, parce que quand on s'est engagé à faire un travail, il faut le faire. Je voudrais maintenant évoquer un autre sujet délicat. Vous avez entendu dire qu'actuellement, le gouvernement s'emploie à sensibiliser les gens au sujet des droits de l'homme, surtout parce qu'à l'étranger, on nous accuse de commettre des tueries, d'empêcher les gens de circuler librement, etc. En réalité, le gouvernement a déjà pris certaines mesures et a demandé aux organes compétents de les exécuter.

C'est la MINUAR qui est chargée de cette tâche, mais il est surprenant de constater qu'à chaque fois, des prétextes retardent l'exécution de cette opération. Je demande donc à la population de comprendre que c'est dans l'intérêt du pays que le gouvernement a pris cette décision afin que les gens puissent aller dans les zones de leur choix. Ici, je vous rappellerais qu'il y a deux zones: la zone contrôlée par le FPR et celle contrôlée par l'armée gouvernementale.
57 :26

Mais d'après ce qu'on entend dire à l'étranger, on a l'impression que les personnes concernées se trouvent uniquement dans la zone contrôlée par nos forces armées. Cela n'est pas vrai. Le stade Amahoro et l'hôpital Fayçal ne se trouvent sûrement pas dans la zone contrôlée par l'armée gouvernementale.

Il existe une autre catégorie de personnes qui ne peuvent pas sortir de leurs maisons et qui n'ont rien à manger ou qui, d'une manière ou d'une autre, sont maltraitées. Je parle par exemple de toute une famille qui n'est pas sortie de la maison pendant un mois et demi, et qui n'a rien à manger. Ces gens ne se trouvent pas dans la zone que nous contrôlons, parce que, dans notre zone, les gens peuvent aller faire des achats au marché. Les gens s'arrangent pour survivre et nous, nous essayons de les aider de notre mieux.

Nous demandons donc aux membres de la population de respecter les consignes données par le gouvernement et de soutenir cette opération humanitaire dont l'objectif est de permettre aux gens de se rendre aux endroits de leur choix, que ce soit à l'extérieur du pays ou ailleurs. Nous sommes prêts à leur apporter toute l'assistance nécessaire. Nous essayons également de faire en sorte que la MINUAR qui est chargée de cette opération puisse l'exécuter. Nous ne voulons plus qu'il y ait toujours des raisons qui retardent sa réalisation. Aujourd'hui par exemple, les enfants de l'orphelinat «Chez Gisimba» auraient dû être évacués, mais cela n'a pas été possible.
59 :04

En effet, nous avons constaté que le programme de la MINUAR n'était pas au point. Il a fallu tenir une autre réunion pour expliquer une fois de plus à la MINUAR les conditions requises pour que l'évacuation puisse être faite. A notre avis, ces retards ne font que priver les gens de leurs droits et entretenir ces accusations portées contre nous alors que nous n'y sommes pour rien. Le gouvernement a ordonné que cette opération se fasse et que les membres de la population doivent s'impliquer dans sa réalisation. Cela doit donc être fait. La MINUAR qui est chargée de cette opération devrait l'exécuter.
Je voudrais évoquer encore le problème de la violence. Tous les actes de violence doivent cesser pour de bon. Quand on est en guerre, on ne peut pas se permettre de commettre des actes criminels. Pour mener une guerre, il faut être unis. Nous avons réussi à le faire et nous demandons à tous les membres de la population de joindre leurs efforts et de collaborer avec l'armée afin de vaincre l'ennemi.
Nous n'avons cessé de vous le demander. Suivez donc nos instructions. Toutefois, certaines personnes désireuses de nuire aux autres continuent à commettre des actes de violence. Ces gens sont des malfaiteurs. C'est pour cette raison que nous demandons aux conseillers et aux bourgmestres de les

arrêter. Ils doivent être arrêtés et déférés devant les instances judiciaires, et notamment le parquet, pour qu'ils soient poursuivis et punis.

1 :00 :51

Ces individus qui agressent des gens aux barrages routiers, qui en tuent d'autres gratuitement et cela à l'insu des autorités, qui ne sont pas saisies de leurs cas ou qui commettent des actes de pillages, sont des criminels. De tels agissements vont à l'encontre de la politique actuelle du gouvernement. Comme on l'a souvent dit, ces gens sont aussi des ennemis. Mais maintenant, il ne suffit plus de faire des déclarations, il faut agir et les conduire au parquet afin qu'ils soient punis. Cela doit être clair.

Pour cette raison, je demande aux autorités des communes et des secteurs de me faire part des faits concrets dans leurs rapports. Si par exemple ils disent que telle ou telle personne est devenue intraitable, ils devraient également indiquer qu'ils l'ont arrêtée et nous transmettre son dossier afin qu'elle soit mise en prison. Je demande que cela soit fait. Sinon, que ces autorités locales m'expliquent clairement qu'elles ne peuvent pas maîtriser ces gens, et à mon tour, je ferai appel à des instances plus puissantes pour les faire arrêter. Cela permettra aux autres membres de la population de vivre en paix.

Il est vrai que nous ne pouvons pas oublier que nous avons une guerre à mener, mais au moins nous allons la mener en ayant l'esprit tranquille. En effet, si nous ne faisons pas attention, cela peut nous mener trop loin. Ces débordements peuvent facilement cacher un piège de l'ennemi. Les membres de la population pourraient en arriver à se demander si certaines personnes ne sont pas en train de les saboter. Ils pourraient se demander pourquoi ces personnes ne sont pas punies. Unissons donc nos forces. Ces individus sont très peu nombreux. Ils ont reçu assez de remontrances, de conseils et d'instructions; il ne reste donc qu'à les punir.

1 :02 :44

La loi existe, et quiconque ne la respecte pas doit être puni.

Je demande donc à mes collaborateurs de faire leur travail, sinon ce seront eux qui subiront des sanctions. S'ils ne font pas des enquêtes afin de pouvoir arrêter ces malfaiteurs, cela signifie qu'ils les soutiennent.

Je termine en vous souhaitant de continuer à faire preuve de courage, et à aider nos forces armées qui combattent l'ennemi avec acharnement. Redoublons d'efforts afin de vaincre l'ennemi. Face à ces

bombes qu'il lance pour essayer de nous effrayer, nous devons accepter de vivre dans des tranchées et de nous battre, parce que nous ne pouvons aller nulle part ailleurs.

Le Rwanda est petit. Il y en a qui ont fui suite à l'explosion des bombes et aux tirs mais je me demande jusqu'où ils iront. Nous devons nous battre parce que l'objectif de l'ennemi est de nous effrayer et de nous obliger à partir. Battons-nous donc et gardons le moral. Je souhaite également à nos militaires de garder le moral, pour qu'ils continuent à se battre avec l'appui des membres de la population et du gouvernement. Nous tous, habitants de ce pays, nous devons faire preuve de courage et vaincre l'ennemi. L'histoire l'exige de nous et elle nous en récompensera. Je vous remercie.
1 :04 :17

Journaliste:
.... de la ville de Kigali. j'aimerais vous demander ce que vous avez à dire au sujet du problème de la sécurité dans la ville de Kigali parce que dans cette guerre que nous menons contre l'ennemi il y a ...
1 :04:31